

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 07/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ADDUP

5 RUE BLEUE
ZI de LADOUX
63118 Cébazat

Références : 20260107-RAP-63-0010-Inspection_ADDUP
Code AIOT : 0003201897

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement ADDUP implanté 22 rue Verte ZI de LADOUX 63118 Cébazat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADDUP
- 22 rue Verte ZI de LADOUX 63118 Cébazat
- Code AIOT : 0003201897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ADD'UP fabrique des pièces métalliques à l'aide de machines d'impression additive 3D, principalement dans les domaines du médical ou de l'aérospatial. Elle est autorisée par AP du 3 mai 2019 et emploie une cinquantaine de collaborateurs. Elle est installée au sein de bâtiments appartenant à la société Michelin. Elle est actuellement en pleine restructuration avec une réorientation stratégique de son activité vers la fabrication de pièces de plus grande taille.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 03/05/2019, article 5.1.8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 03/05/2019, article 2.6.3	Sans objet
3	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 03/05/2019, article 1.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de la visite était de faire le point avec l'exploitant sur les suites données aux inspections initiales alors que le site venait juste de démarrer son activité et ne fonctionnait pas encore à plein régime. Les plans d'actions engagés par l'exploitant ont permis de solder les non-conformités relevées en 2020, hormis le zonage ATEX du site qui est commandé mais non réalisé à ce jour ainsi que la gestion des eaux polluées en cas d'incendie qui n'est toujours pas réglée en lien avec le propriétaire du site, la société MICHELIN. **Ces points doivent être traités en priorité par l'exploitant (sauf si déménagement sur un nouveau site, voir ci-dessous).**

Le site est propre et bien agencé, avec un suivi environnemental conforme aux attentes de l'IIC. En particulier, les conditions de stockage des poudres métalliques réalisées au sein de box sécurisés situés à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment V24, ont été vérifiées et s'avèrent satisfaisantes.

Une restructuration du site est en cours avec une baisse d'activité et un possible déménagement vers un autre site du bassin clermontois, la décision étant prise début 2026. Un porter à connaissance sera adressé au préfet avec les modifications envisagées en vue d'une mise à jour de l'AP d'autorisation. En cas d'arrêt du site actuel, une cessation d'activité devra être menée conformément aux nouvelles dispositions issues de la loi ASAP (attestations SECUR/MEMOIRE/TRAVAUX délivrées par une entreprise certifiée).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2019, article 2.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée :
L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto

<p>surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel. Ces éléments sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 5 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser différentes mesures relatives au suivi de ses émissions dans l'environnement (eau, air, bruit) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bruit (cf rapport d'essais APAVE du 21/12/2022) : les mesures se sont avérées conformes pour les 4 points situés en limite de propriété. Les bâtiments étant situés en zone industrielle, aucune mesure en émergence n'a été réalisée ; - rejets aqueux (cf rapport d'essais APAVE des 04 et 06/12/2024 pour l'analyse des eaux résiduaires et pluviales) : les paramètres analysés sont conformes à l'AP d'autorisation et les résultats sont inférieurs aux VLE fixées dans cet AP ; - rejets atmosphériques (cf rapport d'essais APAVE du 06/06/2024 pour les 3 chaudières du bâtiment V24 et du 07/08/2024 pour les 4 autres cheminées) : respect des VLE fixées dans l'AP d'autorisation.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2019, article 5.1.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société ADDUP n'a pas effectué la déclaration 2024 sous GEREP. En effet, l'exploitant a initié cette déclaration mais n'est pas allé au bout de la démarche contrairement aux années précédentes (départ de la responsable HSE début 2025). En séance, l'exploitant indique que la restructuration des activités engagée en 2025 a entraîné une baisse de la production de déchets qui est passée de 51,95 t en 2024 à 31,7 t en 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procédera à la déclaration 2025 dans l'outil GEREP avant le 31 mars 2026 (les droits GEREP ont été ouverts à Mme Marques post inspection).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2019, article 1.7.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant annonce une baisse d'activité suite à la restructuration en cours avec l'arrêt ou la réduction de certaines activités ICPE (notamment rubriques 2560, 2564 et 2575), ainsi que le possible déménagement des activités sur un autre site du bassin clermontois. La décision sera prise début 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra un porter à connaissance au préfet du Puy-de-Dôme une fois la décision entérinée sur l'avenir du site, avec le périmètre et les volumes d'activité correspondants. Une mise à jour de l'AP d'autorisation sera examinée à cette occasion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite